

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ALTERNATIFS

PRATIQUES INNOVANTES CRÉATRICES DE NOUVELLES RICHESSES ?



analyse

Novembre 2008

Eric Dewaele
Chargé de projets SAW-B

La crise financière et les dégâts environnementaux sont aujourd'hui devenus des signes évidents de l'échec des politiques ultralibérales et du « tout au marché ». Pour dépasser ces logiques, il faudra aboutir à des rapports de forces nouveaux et, pourquoi pas, réformer profondément la notion même de richesse. Certains citoyens n'ont pas attendu les derniers événements « financiers » pour développer des « systèmes économiques alternatifs ». Ceux-ci sont le fait d'hommes et de femmes qui souhaitent remettre du sens dans leurs échanges de biens et de services.

Le but de cette analyse n'est pas d'entrer dans un fin examen de ces dispositifs et des modalités de fonctionnement. Il ne s'agit pas non plus d'établir un catalogue des pratiques alternatives. Nous avons plutôt choisi de tracer un parcours de découverte critique. D'abord, quelques mots d'explication pour bien comprendre ce dont il s'agit, puis des observations, des critiques et des questions pour que ces laboratoires socio-économiques puissent continuer à inspirer les pratiques et nourrir l'imagination des porteurs de projets dans le faisceau de l'économie sociale.

Les SEL (Systèmes d'Echanges Locaux)¹

Les « SEL », parfois aussi appelés « banque du temps », sont des réseaux de personnes qui décident de mettre en commun leurs compétences respectives afin de valoriser au mieux la complémentarité entre les personnes. L'unité de valeur est le temps consacré à une action précise : « je passe deux heures à tondre la pelouse de ma voisine qui, en échange, accepte de garder mon enfant le mercredi après midi ». Tous les échanges sont gratuits, pas de transactions financières.

Les systèmes et les modes de mesure peuvent être plus ou moins sophistiqués ou centralisés. La base locale peut être plus ou moins étendue et ouverte vers l'extérieur. Ces réseaux concernent essentiellement des activités de service.

Un système d'échange local, c'est au fond une façon de structurer et d'organiser des circuits de solidarité et d'échange qui ont toujours existé. D'où vient cette tendance à formaliser et à quantifier des collaborations qui préexistaient, et qui se développent d'ailleurs toujours, en bien des endroits ?

Paradoxalement, notre société postindustrielle, récemment marquée par l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, confine aussi de nombreuses personnes dans une solitude et un isolement qui sont la source de bien des malaises. Les « SEL » peuvent alors apparaître comme des dispositifs qui organisent, rationalisent et, *in fine*, quantifient des échanges de services. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette objectivation de la mesure des échanges n'est possible que grâce à l'engagement bénévole des organisateurs du système. En effet, même si ceux-ci

¹ Brusel : Système d'Echange Local sur Bruxelles-Capitale et ses 19 communes (<http://brusel.be>) et les « Local Exchange Trading Systems » en Europe (<http://letseurope.info/>).

compensent parfois une partie de leur engagement par une compensation en heures de services prestées à leur attention par d'autres, cette compensation n'est jamais complète.

Au fond, cette logique d'échange n'est peut-être qu'une façon rassurante de faire entrer dans un cadre plus formel des pratiques qui n'étaient pas moins efficaces auparavant. Il n'y a certes pas de valorisation financière mais le fait même de conférer une valeur en unité de temps rapproche très fort le système de la notion « d'heures productives », fondement essentiel du progrès industriel.

Mais par ailleurs, lors d'une rencontre, un animateur de « SEL » soulignait un mécanisme intéressant : lorsque les modalités de collaboration sont établies, les protagonistes de l'échange semblent moins prompts à formaliser les accords en vertu des règles établies. L'équilibrage de l'échange s'élabore alors de façon beaucoup plus intuitive et l'évaluation quantitative devient à nouveau plus difficile à établir... Bref, la simple entraide reprend ses droits sans beaucoup se préoccuper du système en tant que tel. Ainsi, hormis pour les gens qui en ont fait une fin en soi, les dispositifs de type SEL sont peut-être simplement des façons de tisser ou de restaurer du lien social.

Les GAC (Groupements d'Achats Communs en Wallonie) ou les GAS (Groupements d'Achats Solidaires à Bruxelles)²

Il s'agit au départ d'un groupe de particuliers qui décident de collectiviser leurs demandes alimentaires par rapport à des petits producteurs et éleveurs locaux. Le but est bel et bien de structurer autrement les circuits économiques visant à satisfaire le besoin essentiel de s'alimenter. Un « GAC » ou un « GAS » poursuit plusieurs objectifs inscrits dans une même logique d'action : soutenir des producteurs artisanaux locaux par des achats directs en leur garantissant l'écoulement de certaines quantités, pouvoir acheter des produits de qualité à un prix abordable en supprimant des intermédiaires, rendre à l'acte d'achat sa dimension de lien social, voire, de développement communautaire. Les produits sont bien entendu payés aux producteurs mais toute la logistique de distribution fonctionne, elle, sur un modèle entièrement gratuit.

Ce fonctionnement induit souvent en engagement quasi « militant » pour les personnes qui posent le choix. Concrètement, il faut coordonner les commandes, contrôler et répartir les livraisons, négocier les prix et les conditions de vente. Et puis, il faut aussi assurer la promotion du système pour que de nouvelles personnes remplacent celles qui désirent sortir du système... Bref, le raisonnement économique tient la route mais remplacer la succession des intermédiaires des circuits traditionnels (producteur, grossiste, distributeurs, vendeurs...) par une organisation collective en circuit court impose le fort engagement d'une équipe bénévole. C'est probablement un des paradoxes de ces systèmes. Généralement, ces réseaux proposent à leurs membres de s'engager en signant une charte qui vise à répartir au mieux les tâches et les responsabilités tout en se référant à des valeurs communes. Cet engagement est certes important pour assurer le fonctionnement et le développement du système mais il représente aussi parfois un frein pour des personnes qui ne sont pas en mesure ou qui ne souhaitent pas investir trop de temps dans ce genre d'activité

Très souvent d'ailleurs, c'est au départ de GAC ou de GAS que prennent forme des systèmes de vente tels que les abonnements « panier » : le client paie régulièrement un forfait et reçoit chaque semaine une sélection de fruits et légumes choisis par le fournisseur en fonction des saisons et de ses productions. Ce système garanti aussi un écoulement constant au producteur tout en permettant au consommateur de découvrir ou de redécouvrir d'anciennes variétés et des essences locales qui ont parfois quasi disparu sous l'effet de la standardisation des productions imposées par la grande distribution. Les livraisons sont effectuées à domicile ou centralisées en un point dans un quartier ou une commune. Ce dispositif conserve une partie des avantages que le système des GAC (ou GAS) permet tout en diminuant l'implication personnelle des consommateurs. Peut-être est-ce là une déclinaison plus accessible pour tout un chacun, même si on y perd un peu en convivialité et en maillage social.

² Nature et Progrès, « Les groupes d'achats communs : un partenariat entre producteurs et consommateurs, pour produire et consommer autrement » (<http://www.natpro.be/pdf/achats.pdf>).

Les monnaies alternatives

Sur base d'un territoire donné ou d'un réseau de vente affilié au système, il s'agit tout simplement de convenir d'une monnaie d'échange indépendante de la monnaie officielle. Il existe différents modèles plus ou moins élaborés et plus ou moins étendus. Certaines initiatives relèvent davantage d'un projet philosophique et ont pour vocation principale de susciter la réflexion.

On peut, par exemple, relever le lancement en France du « Sol », une monnaie locale alternative³ qui vise à soutenir les réseaux de l'économie solidaire et les échanges de proximité. Le but est de relocaliser l'économie pour encourager la sortie du productivisme marchand. Plutôt que tout attendre du pouvoir central et des stratégies « top-down », il faut se convertir à la construction par le bas « bottom-up » d'une alternative locale à la globalisation marchande.

Le « Sol », abréviation de « Solidarité », est une monnaie encore expérimentale qui s'appuie sur un réseau d'entreprises et de partenaires actifs dans le domaine de l'économie solidaire. Elle est actuellement en cours de lancement dans une petite dizaine de régions françaises. Cette monnaie est complètement dématérialisée : pas de pièces ni de billets. Les échanges passent par des supports électroniques : carte à puces, internet ou téléphone.

Il y a trois sortes de « Sol », dont Wikipedia propose les descriptions suivantes⁴. Le « Sol coopération » fonctionne de manière analogue à une carte de fidélité. Plus l'on consomme en Euros dans un réseau d'entreprises qui partagent des valeurs écologiques et sociales, plus on engrange des Sols qui pourront être dépensés dans les structures du réseau Sol. Le Sol coopération vise ainsi à soutenir les entreprises de l'économie sociale et solidaire en donnant un sens à nos consommations. « Le Sol engagement » est, quand à lui, "un outil d'échange entre personnes". Il vise à rendre visible et à valoriser l'engagement des « Solistes » dans des associations qui participent au programme Sol. Les bénévoles en contrepartie de leur engagement reçoivent des Sols qui pourront leur permettre "d'acheter" des services dans l'esprit des « SEL ». Enfin le « Sol affecté » est un outil d'action sociale émis par les collectivités territoriales, les mutuelles, les comités d'entreprise vers des "publics cibles" pour leur permettre d'accéder à certains biens et services.

Cet exemple mériterait à lui seul une analyse plus fine afin de mettre en évidence ses apports et ses limites. Nous préférons toutefois évoquer aussi un réseau local belge, le RES⁵, né il y a quelques années en Brabant flamand.

Le RES est d'abord un réseau qui vise à encourager les échanges commerciaux entre indépendants et PME pour mieux résister à la grande distribution. Le principe est relativement simple : un « RES », ou « RES-euro », vaut 1 €. Le commerçant qui entre dans le système convertit un montant d'Euro en RES-euro. Il s'affilie au système et ouvre un compte courant libellé dans cette monnaie parallèle. Ce montant pourra être dépensé chez d'autres affiliés pour l'achat de biens ou de services. Une commission est payée au réseau pour chaque transaction mais les sommes en RES ne produisent aucun intérêt, ni débiteurs, ni créditeurs. Aujourd'hui, le RES a une dimension modeste mais il commence néanmoins à fédérer suffisamment d'acteurs pour afficher un volume global malgré tout significatif : des transactions mensuelles moyennes de plus de 3 millions des RES-euros pour un peu plus de 4.000 comptes ouverts par des indépendants ou des sociétés. Le réseau s'est aussi ouvert aux particuliers via un dispositif de type « carte de fidélité », le « RES plus », aujourd'hui souscrit par plus de 100.000 particuliers.

³ « Le SOL, une monnaie complémentaire » (<http://www.econova.org/spip.php?article32>) et le réseau SOL (<http://www.sol-reseau.org>).

⁴ Wikipédia (<http://fr.wikipedia.org>).

⁵ Le réseau RES (<http://www.res.be/>).

L'avantage mis en avant par les promoteurs est à la fois économique et idéologique. L'intérêt est économique dans une double mesure. D'une part, il élargit la clientèle potentielle et il tend donc à faire augmenter le chiffre d'affaire. Les commissions payées au réseau peuvent alors apparaître comme une sorte de « commission d'apport », c'est-à-dire le fait de rémunérer le service de celui qui fait venir de nouveaux clients. D'autre part, puisque le système n'intègre pas la logique des intérêts sur les valeurs en dépôts, lorsque le compte est en négatif, on peut alors considérer qu'il s'agit d'une forme de crédit gratuit.

Enfin, l'intérêt est aussi, et surtout, idéologique puisque le but même de ce réseau est de développer un circuit parallèle d'échange entre TPE et PME qui soit le plus indépendant possible par rapport aux règles de l'économie dominante et qui refuse le principe de l'intérêt sur les sommes en dépôt.

Ces systèmes de monnaie alternative⁶ démontrent qu'il est possible de mettre en place des circuits financiers en marge de la logique monétaire dominante. Il semble aussi que, via un mécanisme de commissions sur les transactions, compensé par le fait qu'il n'y a pas d'intérêts versés ou reçus, il est possible de financer une instance qui veille au bon fonctionnement et à l'essaimage du principe.

Sur la base de cette première étape, il est certainement possible d'imaginer des structures bien plus audacieuses encore. On pourrait par exemple mener une réflexion autour des masses monétaires en jeu et du type de placement dont elles font l'objet. En d'autres termes, comment mettre en œuvre une réelle politique d'Investissement Socialement Responsable (ISR)⁷ en plaçant les montants « investis » dans le RES dans des produits éthiques et solidaires. Le volet local des réseaux pourrait aussi être renforcé en greffant par exemple une logique de solidarité financière sur une association locale de commerçants ou sur un réseau de type « Guilde pour un développement durable et solidaire »⁸. Au regard des deux exemples, il apparaît que le réseau Sol est fondé sur un engagement social fort tandis que le réseau RES est plutôt centré sur la technique même de l'alternative économique financièrement indépendante. C'est là tout un champ d'innovation socio-économique qui est en train de se développer et la dimension solidaire doit en rester un ingrédient essentiel.

Des réseaux de compagnons au partage de savoirs dans le cyber espace

C'est probablement un des plus vieux systèmes d'échanges de savoirs et surtout de savoir-faire. Le « compagnon » travaille d'abord pour un maître : sa force de travail est « rémunérée » par l'apprentissage et la transmission de connaissances et de techniques. Dans plusieurs métiers, la notion de « tour de France » existe toujours. Plus récemment, ce fonctionnement s'applique aussi de plus en plus dans un secteur tel que l'auto construction d'habitations privées qui fait appel à des techniques particulières de bio-construction (bois cordé, paille compressée, plafonnage à l'argile, ossature en bois...). La pratique est assez simple : « Je participe à la construction de la maison d'une famille et lorsque je construirai la mienne, les membres de cette même famille viendront à leur tour me prêter main forte ». Il n'y a pas d'échange d'argent, c'est un échange de force de travail.

D'un point de vue historique, on peut relever de nombreux exemples d'abus de pouvoir ou de toutes sortes de dérives d'ordre sectaire qui peuvent se développer au sein de ces tissus de relations humaines pourtant fondés sur l'entraide et la coopération. Pourtant, malgré ces risques réels, le modèle du compagnonnage est loin de tomber en désuétude et il pourrait, par exemple, être tout à fait intéressant de développer une étude qualitative qui approcherait le travail des volontaires et de certains réseaux de bénévoles sous cet angle.

Par ailleurs, si on pratique un saut dans le vaste monde virtuel d'internet, il est possible d'y découvrir une déclinaison moderne et étonnante des valeurs et des principes du compagnonnage que nous

⁶ « Les monnaies locales : un outil pour la relocalisation de l'économie »

(<http://www.grappebelgique.be/spip.php?article429>).

⁷ Forum Belge pour l'Investissement Durable et Socialement Responsable (<http://www.belsif.be>).

⁸ La Guilde des commerçants pour un développement durable et responsable (<http://www.laquilde.be>).

venons d'évoquer avec, en plus, un objectif de réalisation collective. C'est en effet sur le principe d'un apport gratuit et de partage de savoirs que les logiciels libres et leur large diffusion se sont organisés à l'échelle planétaire dès la fin des années '90. Au départ, en tous cas, il s'agissait de réseaux mondiaux d'informaticiens qui ont partagé leurs savoirs et mis en commun des milliers d'heures de travail dans l'objectif de développer des outils informatiques entièrement gratuits et libres d'accès car fondés sur des « codes sources » ouverts.

Ainsi, internet, ce gigantesque marché, très vite dominé par Microsoft, a, dès le départ, suscité l'émergence de cette vaste communauté planétaire d'internautes motivés par le défi de construire ensemble des outils alternatifs. L'émulation ludique ne s'est pas positionnée dans la sphère du business mais bien dans celle de la qualité, voire de la beauté du travail pour qui sait s'émouvoir d'un logiciel qui tourne bien.

Et pourtant, aujourd'hui, sur ces terres vierges de propriétés privées, de multiples sociétés de service et de développement prennent racine et « marchandisent » progressivement le terreau fertile. C'est un peu comme si les acteurs économiques du 21^{ème} siècle étaient pris de vertige lorsqu'un pan économique important tend à échapper aux cadres si rassurants des marchés régis par ces bonnes vieilles lois de l'offre et de la demande capables de donner un prix pour toute chose (même si, vu la récente actualité, cette croyance est un peu moins vivace). De nombreuses sociétés de consultance et de conception « Soft Ware » ont donc investi la place. Services marchands et développements accessibles à tous se côtoient maintenant sur un marché original au sein duquel il est encore possible d'acquérir de nombreuses applications à moindre frais mais où l'on peut aussi rémunérer de façon parfois très conséquente, le développement de logiciels spécifiques.

Coopératives, mutuelles et caisses d'épargne

Les différentes initiatives présentées et analysées dans ce texte ont toutes été menées par des hommes et des femmes qui, chacun à leur façon, ont osé imaginer d'autres logiques pour produire et partager la richesse. Ils ont élaboré des systèmes économiques alternatifs en rencontrant des succès divers et en donnant naissance à des mouvements qui ont parfois largement dépassé et parfois aussi considérablement modifié leurs intentions initiales.

Dès la fin du 19^{ème} siècle et plus encore dans la première moitié du 20^{ème}, ce sont de tels raisonnements de solidarité et la volonté de changement qui ont donné naissance aux mutuelles de travailleurs, aux sociétés coopératives de consommation et de production, ou encore aux caisses d'épargnes. Que ce soit dans les milieux ouvriers ou paysans, ce sont des initiatives portées par des groupes de personnes à la recherche de modèles alternatifs au capitalisme pur et dur qui ont mené petits et grands combats pour imposer leur vision. Ce que nous avons aujourd'hui tendance à percevoir comme des institutions prestataires de services sont en réalité les fruits des luttes solidaires menées par les générations qui nous ont précédé. La solidarité ne s'achète pas comme un litre d'essence. Nous tendons trop souvent à l'oublier.

Au fil des époques, les contextes, les enjeux et les rapports humains évoluent, et il semble même qu'ils évoluent de plus en plus vite au rythme des innovations technologiques et des modifications profondes qu'elles impriment à notre mode de vie. Pourtant, à l'image des alternatives présentées, il semble bien que le rapport de force entre la recherche effrénée du profit individuel et la prise de conscience de la grande interdépendance qui lie notre bien-être et notre bonheur à celui des autres, reste bel et bien d'actualité.

Par de multiples artifices, notre système économique fondé sur la consommation individuelle s'efforce de nous imposer un référentiel standard mercantile et simpliste. Pourtant jusqu'ici, de générations en générations, il y a toujours eu des citoyens pour prendre le contre-pied, pour penser et agir à contre-courant. Le réel progrès naît toujours à la marge. Pour ceux qui y vivent et en vivent, c'est parfois décourageant mais toujours stimulant.